



T H É M A

Essentiel

Commissariat général au développement durable

L'action citoyenne, accélératrice de transition vers des modes de vie plus durables

SEPTEMBRE 2018

Les démarches ascendantes contribuent de façon non négligeable à l'évolution des modes de vie, comme le souligne le rapport Movidia¹.

L'étude exploratoire DEQLIC (Définir et Questionner les Initiatives Citoyennes) menée par le Cerema à la demande du CGDD vise à approfondir cette réflexion en analysant les facteurs d'émergence, les caractéristiques, les enjeux et les besoins des initiatives citoyennes à partir du point de vue de ceux qui les portent.

UNE VOCATION TRANSFORMATRICE AU SERVICE DES TRANSITIONS

Les initiatives citoyennes sont inscrites dans le paysage depuis le début du siècle dernier, avec le mouvement des « castors » auto-constructeurs. Elles se développent depuis les années 1970, en lien avec les mouvements écologiques de retour à la terre, de permaculture, et les écovillages, en réponse à la crise économique (développement de l'économie sociale et solidaire, des systèmes d'échanges locaux, de monnaies locales complémentaires,...), et leur essor s'accélère avec le développement du numérique et la montée de la défiance des citoyens vis-à-vis des institutions. L'action citoyenne propose des réponses à des enjeux non pris en compte ou insuffisamment pris en compte par les institutions.

UNE DIVERSITÉ D'INITIATIVES

Les initiatives citoyennes revêtent des formes variées et concernent des secteurs d'intervention très divers : consommation responsable, économie circulaire, agriculture péri-urbaine, habitat participatif, monnaies

locales, médias participatifs, plates-formes collaboratives, tiers lieux, énergies renouvelables, santé-environnement...

Si l'on observe l'ensemble des secteurs d'intervention des initiatives citoyennes, il apparaît assez clairement la volonté de proposer de nouvelles actions ou de modifier les actions existantes sur toutes les dimensions des politiques publiques de transition.

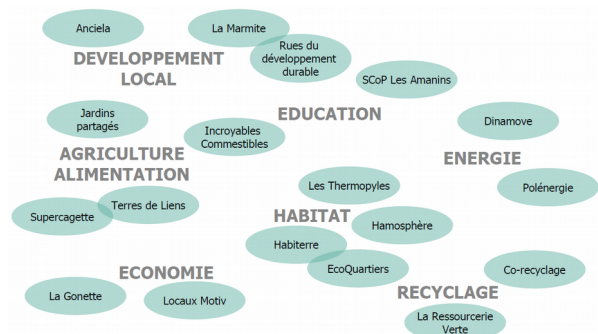


Illustration 1 : Secteurs d'intervention des initiatives citoyennes analysées - voir carte p.4

UNE ESQUISSE DE LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN ?

Au-delà d'un constat d'existence et de capacité à faire système en se reliant entre elles, les initiatives citoyennes dessinent-elles la société de demain ?

Pour la géographe et sociologue Catherine Foret, les initiatives citoyennes vont se développer et s'ancrer durablement dans le paysage institutionnel et prendre de plus en plus de place dans l'action publique locale. Pour arriver à cette conclusion, C.Foret s'est basée sur deux constats³ :

- « Constat d'un épuisement des démarches institutionnelles et d'un décalage entre habitants et institutions (remise en cause par les habitants des dispositifs de concertation/participation) »
- Constats de profonds changements dans la société : « *individuation* : volonté d'autonomie de la personne, singularité » ; développement de la société de la connaissance : « *les tenants du pouvoir ne sont pas seuls à savoir-faire* » ; rejet d'une autorité verticale : la société « *s'horizontalise* » et se développe une action collective moins « *encadrée* »....

Parmi les initiatives, certaines travaillent à faire converger les multiples actions citoyennes, à les rendre

L'action citoyenne, accélératrice de transition vers des modes de vie plus durables

visibles et à montrer leur portée aux yeux des acteurs publics. Le numérique accélère ce phénomène avec le développement de plateformes internet, réseaux sociaux et sites spécialisés sur le repérage et la valorisation des initiatives citoyennes, tels que le mouvement des Colibris, Efficyle, Reporters d'espoir, Say Yess, Les Suricates, Transition citoyenne, le tour de France des alternatives, les Zèbres, Alternatiba

FOCUS SUR... LE PROJET MOVILAB

Soutenu par le programme Movida

La mise en place d'un espace wiki collaboratif pour faciliter leur essaimage et prototypage : www.mobilab.org dont l'objectif est de « documenter, de façon libre et open source, des actions remarquables pour leur participation à des modes de vie durables », par :

- « **la reproduction** des « codes sources » des projets, pour faciliter leur répliquabilité,
- **l'incubation** de projets innovants au sein d'un territoire et d'une communauté apprenante,
- **la pollinisation** en organisant le passage à l'échelle via des processus viraux de contagion des idées basées sur les outils collaboratifs du web 2.0 et les méthodologies participatives de Movilab »

DES MODES D'ACTION CITOYENS SOUPLES ET VARIÉS

Les différentes initiatives citoyennes se reconnaissent à travers plusieurs points communs que sont la présence d'habitants moteurs, le besoin de changement individuel, l'importance de l'action et du collectif, l'envie de transformation plus globale (lieu de vie, quartier, ville, société).

L'initiative citoyenne, polymorphe, souple et adaptable semble échapper à une catégorisation qui aboutirait à des typologies : diversité des statuts, diversité des domaines d'intervention, diversité des porteurs... Les initiatives citoyennes agissent sur la société et ne rentrent dans des statuts ou des thématiques que par volonté institutionnelle (visibilité, aide financière).

LE POUVOIR D'AGIR CITOYEN EN ACTES

Les initiatives citoyennes mobilisent l'expertise d'usage des habitants, et répondent ainsi à des enjeux qui sont bien identifiés par les personnes qui s'intéressent à la vie de leur quartier ou territoire : enjeux d'animation, de développement du lien social, de promotion de la capacité des habitants à s'impliquer. Elles revendiquent une vision positive de la participation des habitants et démontrent l'intérêt du renforcement du pouvoir d'agir du citoyen.

Ces initiatives réhabilitent l'habitant en tant qu'acteur et auteur d'un nouveau service ; ce dernier n'est plus considéré comme un simple usager, bénéficiaire ou client

-consommateur d'un bien ou service mais comme co-créateur de celui-ci. Elles mobilisent son expertise d'usage et son envie d'agir, et génèrent l'acquisition progressive de capacités et compétences nouvelles révélées par la dynamique de groupe. C'est bien l'action collective qui est au cœur de l'émergence et du fonctionnement de l'initiative.

Basées sur et fécondées par l'intelligence collective, la coopération entre habitants, la mutualisation des connaissances et savoir-faire de chacun, elles se nourrissent de l'énergie et de l'inventivité des citoyens, en mobilisant des techniques collaboratives et un nouveau mode d'organisation plus horizontal et collégial.

Les initiatives citoyennes vont plus loin que simplement convoquer l'expertise d'usage. Pour le citoyen acteur, elles permettent une montée en compétence et capacités individuelles, et induisent souvent un changement personnel profond, une transformation de l'être.,

On peut alors considérer l'initiative citoyenne comme un processus d'empowerment au sens de William Ninacs :

« *L'empowerment, c'est un processus par lequel les individus et les collectivités acquièrent la capacité d'exercer un pouvoir (en tant que capacité d'agir) ; la capacité d'agir ne peut pas être reçue ou donnée : elle s'acquiert et se développe progressivement* »².

UN NOUVEAU MODÈLE À INVENTER ?

L'éthique sociétale qui accompagne systématiquement l'initiative citoyenne est consécutive à son émergence.

« *Pourquoi l'innovation sociale a-t-elle pris autant d'importance depuis une décennie ? En premier lieu, parce que les structures et les politiques existantes se sont montrées incapables de répondre à certains des principaux défis de notre époque, tels que le changement climatique, l'épidémie mondiale de maladies chroniques, et l'accroissement des inégalités.* »⁴

L'objectif commun de changement de modèle de société est bien identifié, et le « statut » lui-même de l'initiative citoyenne se cherche encore et reste mouvant.



Illustration 2 : Fonctionnement des initiatives citoyennes analysées

Ainsi, les initiatives citoyennes innovent sur la forme choisie pour se développer, société coopérative de production (SCOP), société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), auto-entrepreneuriat, association, collectif informel... L'important, pour les porteurs, est de conserver

L'action citoyenne, accélératrice de transition vers des modes de vie plus durables

une structure souple, adaptable au contexte et à l'environnement ; il n'est pas rare que l'initiative, en se développant, multiplie les statuts ou se transforme au fur et à mesure du développement du projet.

Le modèle économique, tout comme le statut juridique, est un enjeu pour ces entités, qui ont besoin de financements pour fonctionner mais souhaitent également rester indépendantes et autonomes vis-à-vis des entreprises et des institutions. Les initiatives citoyennes cherchent à multiplier et à diversifier leurs sources de financement : vente de prestations, adhésions, participation libre et consentie, financement participatif.

FOCUS SUR... LES MODALITÉS DE FINANCEMENT

Locaux Motiv (tiers lieu et espace de co-working) fonctionne sur un système d'adhésion annuelle et chacun paie en fonction de l'utilisation. Le principe est « *la mutualisation doit s'autofinancer* »

Anciela (accompagnateur de porteurs d'initiatives citoyennes) se finance en proposant des formations. Le financement participatif est intervenu pour réaliser un guide

Marmite urbaine (traiteur bio et local) utilise 10 % de son chiffre d'affaires pour réinvestir dans une action solidaire.

UNE DYNAMIQUE AVANT TOUT HUMAINE, A RESPECTER ET VALORISER

Les initiatives citoyennes apparaissent comme un écosystème riche, robuste collectivement, mais fragile individuellement. Prises dans leur ensemble, et comme il a été mentionné au vu de l'aspiration des citoyens d'un autre modèle, les initiatives citoyennes sont des rouages incontournables de la société de demain. Mais prises individuellement, elles se confrontent à diverses difficultés qui les fragilisent :

- tiers objet transversal et multi-territorial confronté à l'organisation en silos thématiques des institutions publiques, au découpage administratif territorial,
- confrontation aux lourdeurs administratives : manque de lisibilité, langages technocratiques, bureaucratie, éloignement du terrain et du « réel »,
- un accueil « froid » de certaines administrations : contrôle ou défiance, voire mépris : quelle légitimité ? Quelle représentativité de l'intérêt général ?
- des difficultés économiques, la précarité des porteurs de projet et une absence de sécurisation des parcours de création- développement- essai.

Malgré les difficultés, ces initiatives se multiplient, mais la question de leur essoufflement reste posée individuellement. Porteuses de solutions pour favoriser les transitions écologique, énergétique, économique et sociétale, ces initiatives, qui permettent d'expérimenter des modes d'organisation et d'action collective inspirés de l'approche collaborative, du partage, de la participation, ne contribuent-elles pas également au renouveau démocratique ?

Le rôle des institutions vis-à-vis des initiatives citoyennes est primordial. Accompagner sans institutionnaliser, relier sans uniformiser, faire confiance sans sous-traiter, laisser expérimenter sans exiger, soutenir sans créer d'inégalités..., les enjeux sont nombreux pour les institutions également. Mais des solutions existent, qui passent principalement par un changement de culture et de posture (bienveillance, horizontalité, gouvernance ouverte et partagée...), par la rencontre et la fertilisation croisée, et l'expérimentation de nouveaux modes de faire ensemble au service des transitions.

CITATIONS ET NOTES

- 1_CGDD 2014, Transition écologique, Consommation et Modes de vie durables – MOVIDA
- 2_William Ninacs – Empowerment et intervention : développement de la capacité d'agir et de la solidarité, 2010
- 3_Interview de C. Foret in « Le soutien aux initiatives d'habitants – États des lieux et perspectives » – Actes de la Rencontre du 1^{er} juillet 2014 organisée par l'APRAS à Rennes
- 4_Robin Murray, Julie Caullier-Grice et Goeff Mulgan, The Open Book of Social Innovation, Nesta / Young Foundation (2010)

SERVICE PUBLIC CITOYEN OU START-UP SOCIALE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL ?

Dans une première approche, la comparaison avec une start-up (de type Silicon Valley), quoique provocatrice, peut apparaître pertinente.

L'initiative citoyenne est créative par essence, vient proposer une solution nouvelle à des manques ou des absences du territoire.

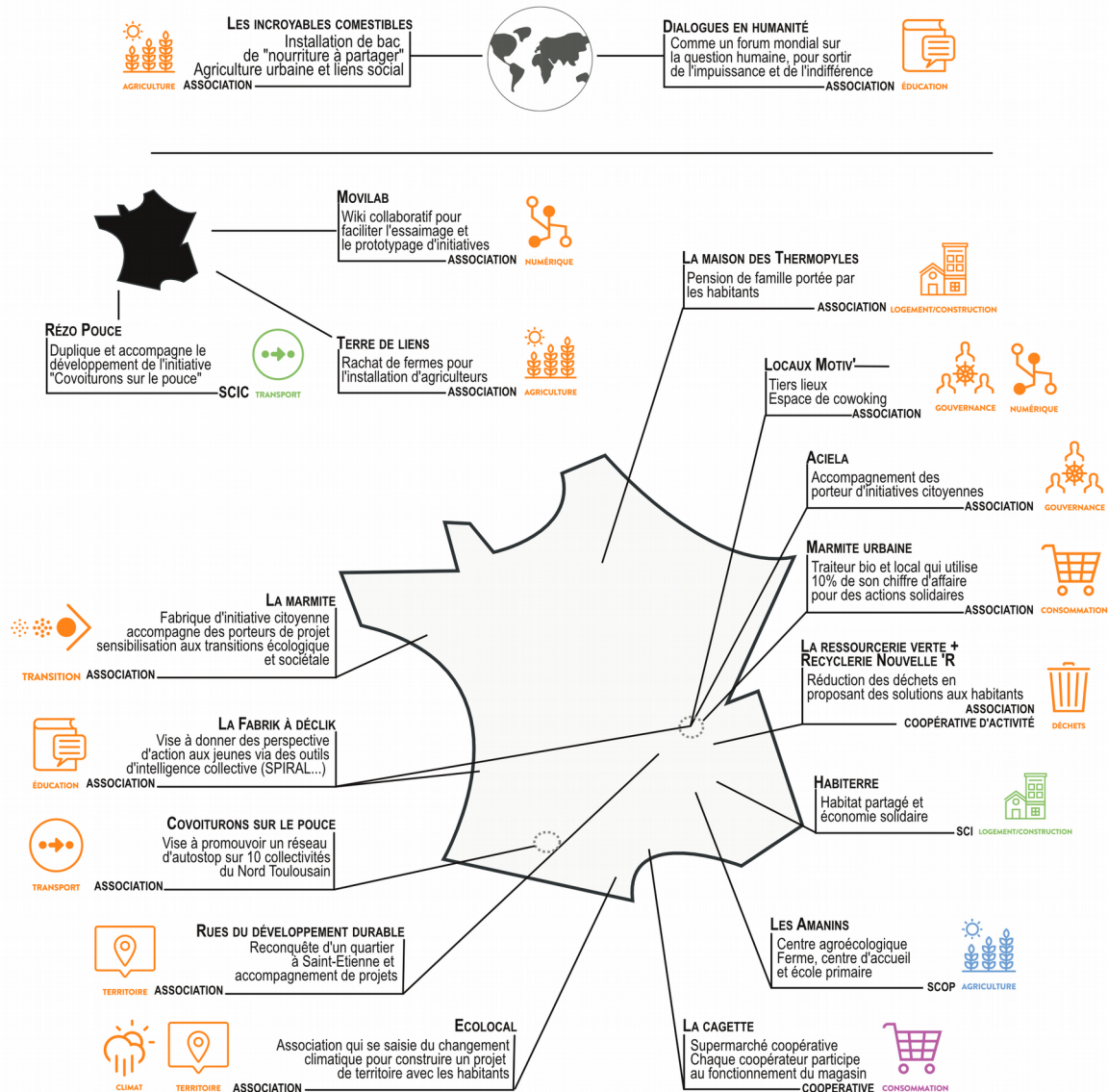
Comme une start-up, l'initiative citoyenne innove, débute par l'action d'un petit groupe et s'inscrit dans une pensée disruptive par rapport à notre réalité.

Comme une start-up qui ne rentre pas aisément dans les typologies connues (TPE, PME), l'initiative citoyenne ne semble pas se satisfaire entièrement des statuts existants (association, SCOP).

Ce qui différencie profondément ces deux types d'innovations sont les objectifs et les valeurs. L'initiative citoyenne porte en elle des valeurs éthiques, de coopération, d'utilité sociale et de non lucrativité : l'objectif n'est pas de générer une plus-value financière, mais de contribuer à améliorer la vie quotidienne et le bien-être individuel et collectif des habitants, en proposant une nouvelle forme de « services d'intérêt général ».

La pensée disruptive des initiatives citoyennes a pour finalité l'émergence d'un nouveau modèle de société basé sur la défense des « biens communs », la réponse à des besoins peu ou mal satisfaits, dans le respect de la personne et de la nature.

INITIATIVES CITOYENNES EXPLORÉES



Directrice de la publication : Laurence Monnoyer-Smith, Commissaire générale au développement durable
Auteurs : Cerema – Karine LANCEMENT, Régis CADRE
Dépôt légal : Septembre 2018
ISSN : 2555-7564

Commissariat général au développement durable

Direction de la recherche et de l'innovation
Service de la recherche
Mission réseaux, mobilité et modes de vie
Tour Séquoia
92055 La Défense cedex
Courriel : mrmv.sr.dri.cgdd@developpement-durable.gouv.fr

www.ecologique-solidaire.gouv.fr

